



STOP À L'AUSTÉRITÉ, PLACE A LA SOLIDARITÉ

Mobilisation des professionnel·le·s de la Grande Précarité

L'Union Fédérale de l'Action sociale CGT soutient la mobilisation des professionnel·le·s des services de la grande précarité (SIAO, 115, dispositifs d'hébergement et d'accompagnement, etc.) qui se mobilisent le 16 décembre 2025 sur l'ensemble du territoire.

Les professionnel·le·s revendiquent **l'arrêt des politiques d'austérité** qui détruisent nos métiers, dégradent nos conditions de travail, et stigmatisent les plus précaires.

Alors que la France traverse une crise sociale sans précédent, les **pouvoirs publics continuent d'assécher les budgets** du social, de **réduire les moyens humains et financiers**, alors que la **pauvreté explose dans notre pays**.

Les politiques mises en place organisent l'effondrement des dispositifs d'aide et de soutien aux plus démunie·s en ignorant la souffrance au travail des professionnel·le·s. Ils mettent en péril la qualité de l'accompagnement et le soutien aux personnes les plus précaires. Des familles entières se retrouvent sans solutions d'hébergement d'urgences...

Les travailleur·euse·s du social refusent d'être les variables d'ajustement d'une politique comptable indécente et violente. Ils refusent que leurs missions auprès des plus précaires soient sacrifiées.

L'UFAS-CGT réaffirme que les missions de solidarité, d'accueil, de protection et de prise en charge des personnes les plus précaires ne peuvent exister sans :

- **des revalorisations salariales immédiates,**
- **des effectifs suffisants,**
- **des conditions de travail dignes,**
- **des financements publics pérennes, à la hauteur des besoins**
- **Un logement pour toutes et tous avec les services accompagnants si nécessaires.**

L'UFAS-CGT soutient également la journée internationale des droits des migrant·e·s du 18 décembre 2025, aux côtés des travailleur·euse·s et des personnes migrantes, premières victimes de politiques répressives, discriminantes et indignes.

En 2025, plus de 6 000 places pour demandeur·euse·s d'asile ont été supprimées dans le cadre du Dispositif national d'accueil (DNA).

Plus de 1 500 suppressions supplémentaires sont déjà annoncées pour 2026.



NOUS REFUSONS UNE SOCIÉTÉ QUI PRÉCARISE, EXCLUT ET STIGMATISE DES POPULATIONS

NOUS REFUSONS QUE LES POLITIQUES PUBLIQUES DÉTRUISENT NOS MISSIONS ET PIÉTINENT LES DROITS FONDAMENTAUX

LES 16 ET 18 DÉCEMBRE 2025
ENSEMBLE POUR NOS MÉTIERS, POUR NOS DROITS, POUR LA DIGNITÉ !